



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

ATTAQUES SUR LES RETRAITES Patronat, gouvernement, syndicats : tous complices !

Et rebelote ! L'agitation qui oppose le MEDEF aux syndicats sur les modalités de financement des retraites complémentaires dans le secteur privé a un goût de déjà vu. On se rappelle il y a quelques mois des négociations sur l'assurance-chômage qui ont donné lieu au Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE). "L'intransigeance" du patronat, les "protestations" syndicales et les hauts cris du gouvernement qui avait prétendu pendant des mois que le PARE était "inacceptable", n'auront servi qu'à préparer le terrain à l'accouchement d'une violente attaque contre les ouvriers au chômage et contre les conditions de travail de tous les salariés.

On assiste au même scénario aujourd'hui avec l'attaque sur les retraites. Comme à chaque fois qu'il faut attaquer la classe ouvrière, chacun des partenaires sociaux est appelé à jouer son rôle. Au MEDEF d'annoncer la couleur : il faut en finir avec la retraite à 60

ans dans le secteur privé et il s'agit désormais de se rapprocher d'un régime d'assurance privée qui prendrait en compte l'espérance de vie moyenne des salariés et entraînerait à terme une durée des cotisations sur 45 ans. En outre, pour justifier sa réputation de méchant, le patronat mettait le "couteau sous la gorge" des syndicats et du gouvernement en menaçant de ne plus lever les cotisations pour l'ASF (Association pour la Structure Financière) dès le mois de janvier, paralysant ainsi le fonctionnement de l'organe de financement des retraites complémentaires. Devant une telle "intransigeance", le gouvernement s'est posé, une fois de plus, comme le "garant des acquis sociaux" et il n'a eu de cesse de vouloir rassurer les ouvriers en jurant qu'il maintiendra, coûte que coûte, la retraite à 60 ans. Quant aux syndicats, ils dénoncent de façon radicale, le "chantage" du patronat et ont lancé un appel à manifester derrière la

bannière unitaire de tous les syndicats du privé comme du public, à l'occasion de la journée d'action du 25 janvier, contre la remise en cause de la retraite à 60 ans.

Cela n'a pas loupé : au lendemain des manifestations massives de ce fameux 25 janvier, on a eu droit aux gros titres : "Le Medef fléchit face à la rue" et aux interviews du Seillière de service qui, "frappé par le caractère imposant des cortèges" s'est dit ouvert à "réouvrir les négociations". Ce à quoi le Thibault de service, au nom de la CGT, a répondu à la télévision que les syndicats ont "des pistes" à proposer pour la suite des discussions. C'est clair, on va nous concocter un nouvel accord, juste un peu moins violent que celui annoncé d'emblée par le patronat et qu'on nous fera passer pour une "victoire" de la mobilisation syndicale. Quant au gouvernement, il n'attend bien sûr que cela pour, dans la foulée du nouveau sort réservé

aux ouvriers du privé, faire accepter un "alignement progressif" du secteur public sur celui-ci.

Une fois de plus, lorsque le gouvernement et les syndicats se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière, contre la "logique libérale" du patronat, ce n'est que pour mieux faire accepter aux prolétaires de nouvelles attaques, en leur faisant croire que l'initiative en serait venue du seul MEDEF. Car il est clair que l'attaque contre les retraites qui a déjà commencé à se mettre en place sous diverses formes ces dernières années, sous les divers gouvernements de droite comme de gauche, est depuis longtemps dans les cartons de la classe dominante et de l'Etat. Comme le souligne la presse bourgeoise, "l'enjeu n'est d'ailleurs pas de savoir si la retraite à 60 ans sera remise en cause, il est de choisir comment elle va disparaître". (Libération du 21 décembre 2000).

Pour les ouvriers du privé c'est depuis 1993, sous le gouvernement Balladur, que la disparition de la retraite à 60 ans est programmée, et le gouvernement de gauche n'est jamais revenu sur cette attaque. D'ici 2003, l'allongement de la durée de cotisation passe de 37 ans et demi à 40 ans et d'ici 2008, la retraite sera calculée sur les 25 meilleures années au lieu de 10 précédemment. En sachant qu'on entre dans la vie active de plus en plus tard, compte tenu du chômage ou des études de plus en plus longues, il faudra souvent trimer jusqu'à 64 ans pour avoir son compte d'années. Par ailleurs, l'augmentation du nombre d'années à prendre en compte pour calculer le montant des pensions va amputer sérieusement celles-ci à la baisse, compte tenu de l'augmentation de la précarité, des périodes de plus en plus fréquentes de chômage, sans parler des ouvriers qui vivent l'imposition du temps partiel ou des petits boulots, qui ne font plus partie des sordides prévisions des spécialistes bourgeois.

Pour les ouvriers du public, dans la continuité des gouvernements de droite, la gauche plurielle démontre toute sa duplicité, et les syndicats sont pertinemment au courant que "le 21 décembre 2000, le gouvernement a transmis à Bruxelles le programme pluriannuel de finances publiques 2002-2004, dans lequel figure l'objectif d'aligner progressivement la durée de cotisation des fonctionnaires pour une retraite au taux plein (37,5 ans) sur celle des salariés du secteur privé (40 annuités)" (Le Monde du 5 janvier 2001)

La paix est impossible au Moyen-Orient

Malgré la pression mise par Clinton avant son départ de la Maison Blanche pour imposer un accord entre Israël et l'OLP, la situation au Proche-Orient ne cesse de se dégrader depuis l'échec de la rencontre Barak-Arafat à Camp David en juillet 2000. La liste des meurtres en tous genres ne cesse de s'allonger des deux côtés, atteignant près de 400 morts depuis septembre dernier, principalement parmi les populations civiles qui vivent sous la terreur permanente.

Les protagonistes de ce "processus de paix" ne savent pas vraiment eux-mêmes comment faire face à la situation. Chacun essaie de défendre au mieux ses positions sans qu'aucune des parties soit capable de proposer une issue stable et viable à l'imbricolage que constitue la situation de guerre endémique qui perdure dans cette région du monde. L'Etat d'Israël est bien décidé à lâcher le moins possible de ses prérogatives et l'Autorité palestinienne sous la houlette d'Arafat ne peut accepter quoi que ce soit qui apparaîtrait comme une capitulation de ses ambitions.

L'Etat d'Israël défend une position de force acquise depuis sa fondation en 1947, au travers de plusieurs guerres contre les Etats arabes voisins (Jordanie, Syrie, Liban et Egypte), avec le soutien indéfectible des Etats-Unis. Bastion de la résistance du bloc impérialiste occidental à l'offensive menée depuis les années 1950 par le bloc impérialiste russe, via les Etats arabes qui s'inféodèrent à l'URSS, l'Etat d'Israël s'est forgé une place de gendarme de cette région du monde qu'il n'est pas prêt à se laisser contester.

Mais depuis l'effondrement du bloc impérialiste russe il y a dix ans, la situation a évolué. Les Etats-Unis ont réorienté leur politique au Moyen-Orient. La guerre du Golfe en 1991 avait pour objectif d'imposer la reconnaissance du statut de superpuissance mondiale des Etats-Unis face aux velléités des alliés du bloc occidental comme la Grande-Bretagne, la France, et surtout l'Allemagne, de prendre leurs distances avec leur parrain devenu encombrant. La discipline de bloc n'était désormais plus de mise puisque la menace du bloc adverse avait disparu. Mais la guerre du Golfe avait aussi un second objectif, celui

d'imposer la mainmise totale des Etats-Unis sur le Moyen-Orient.

Dans la période du partage du monde en deux grands blocs impérialistes, l'administration américaine pouvait tolérer que ses alliés tiennent des positions influentes sur la scène impérialiste dans certaines régions du monde. Elle pouvait même déléguer à certains d'entre eux la charge de mener une politique extérieure qui, même si elle manifestait parfois des oppositions aux intérêts américains, était de toute façon contrainte de s'inscrire dans l'orbite du bloc occidental. Au Moyen-Orient, la Grande-Bretagne pouvait ainsi avoir une influence prépondérante au Koweït, la France au Liban et en Syrie, l'Allemagne et la France en Irak, etc. En 1991, la guerre du Golfe donnait le signal de la volonté des Etats-Unis de reprendre en charge totalement par eux-mêmes la "pax americana". La conférence de Madrid en octobre 1991 puis les négociations d'Oslo à partir du début 1993 allaient déboucher sur la signature de la déclaration de principe israélo-palestinienne à Washington en septembre 1993, sous la seule autorité des Etats-Unis, sans les anciens alliés. En mai 1994, Arafat et Rabin signaient au Caire l'ac-

cord d'autonomie Gaza-Jéricho et l'armée israélienne entamait un retrait pour permettre l'arrivée triomphale de Yasser Arafat à Gaza en juillet 1994.

Mais cette évolution allait provoquer de la part d'une fraction significative de la bourgeoisie israélienne une véritable

(SUITE PAGE 5)

(SUITE PAGE 2)

Dans ce numéro

France

- A quoi servent les journées d'action syndicales ? p. 2
- Torture dans la guerre d'Algérie :
Cynisme et hypocrisie de la gauche "humanitaire" p. 2
- Lille : la répression de gauche à l'oeuvre p. 2
- 80 ans du PCF p. 3
- Privatisations ou nationalisations :
C'est toujours la classe ouvrière qui est attaquée p. 3

Situation internationale

- Crise économique : tout va bien ? p. 3
- Algérie : toutes les cliques bourgeoises sont responsables
des massacres p. 4
- Uranium appauvri : l'hypocrisie européenne p. 4

Conférence de La Haye

- Seule la révolution prolétarienne sauvera l'espèce humaine p. 8

Histoire du mouvement ouvrier américain

- L'héritage du deleonisme p. 6
- Salut à notre noyau en Australie p. 6

RETRAITES

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Voilà ce qui nous attend pour les régimes de base, et du soi-disant droit à la retraite à 60 ans. Quant aux retraites complémentaires, la gauche et les syndicats nous ont vanté pendant des années les louanges des mutuelles qui font du "social", à l'opposé des fonds de pension que prône le patronat. Outre le fait que le choix entre les deux formules n'en est pas vraiment un car, de toutes façons, vu les misérables versements des régimes de base, les ouvriers sont bel et bien obligés d'amputer leurs salaires de nouvelles ponctions pour se constituer des retraites complémentaires, les mutuelles sont capables des mêmes pratiques malhonnêtes que les fonds de pensions des assurances privées.

Ainsi, la gauche et les syndicats se sont bien gardés de faire du bruit et, encore moins d'appeler à la mobilisation, quand la MRFP (Mutuelle retraite de la fonction publique, gérée directement par les syndicats !) a décidé de baisser de 16,7% au 1er janvier 2001 le montant des retraites complémentaires auxquelles auront droit les 450 000 cotisants au CREF (Complément Retraite Epargne Fonction Publique). Et ce n'est qu'une moyenne, puisque la baisse ira jusqu'à 25% pour ceux qui ont opté pour un contrat ne comprenant aucune capitalisation. Le tout ne s'appliquant évidemment pas seulement aux contrats à venir, mais aussi aux contrats en cours. Ainsi les salariés qui ont souscrit un contrat avec une retraite complémentaire soi-disant garantie et qui, pendant des années, ont cotisé sont bel et bien escroqués. Cela représente une baisse de 43 à 383 francs par mois, soit pour un couple de fonctionnaires, une perte de près de 7000 francs sur l'année. Le tout, alors que depuis plusieurs années déjà, le prétexte du "vieillessement de la population" a été utilisé pour augmenter régulièrement les cotisations des différentes mutuelles. Et comme si cela ne suffisait pas, Maurice Duranton, le président de la mutualité fonction publique, se fait le porte-parole de l'ensemble des mutuelles en annonçant que "tout le monde doit participer à l'effort de solidarité, comme demain on devra le faire dans le domaine de la santé" (Le Monde du 30 janvier 2000), ce qui veut dire que les ouvriers qui ont une mutuelle complémentaire à la sécurité sociale, doivent s'attendre à des baisses de remboursement des soins et des médicaments. Voilà la solidarité que nous propose la gauche et les syndicats, voilà la réalité du "social" que pratiquent leurs mutuelles, elles n'ont rien à envier aux fonds de pension du patronat !

Oui mais quand même, pourrait-on nous rétorquer, il faut prendre en compte la dégradation du rapport cotisations-retraites. La commission européenne n'a-t-elle pas remis en avril dernier, un rapport aux quinze, qui prévoit que, si rien n'est fait, le ratio actifs/retraités s'inversera vers 2050, d'où ses recommandations pour un relèvement général de l'âge de départ à la retraite.

L'alibi démographique

Effectivement, ce ne sont pas les seuls ouvriers de France qui sont concernés par ses attaques mais l'ensemble des ouvriers européens. Le fait qu'il n'y aurait plus assez d'actifs pour payer, financer les retraites, dû au vieillissement de la population et à l'allongement de l'espérance de vie sont un problème de gestion pour le capitalisme. Comment faire avec tous ces "vieux salariés" qui visiblement vivent trop longtemps, -au goût du capitalisme. Après avoir exploité leur force de travail tout au long de leur

vie de salarié et ponctionné leurs salaires : pour des retraites de base, puis complémentaires, des assurances-vie, des mutuelles, des fonds de pension, le capitalisme se plaint encore d'avoir à les nourrir une fois qu'ils ne sont plus productifs !

Mais le cynisme de la bourgeoisie et le caractère totalement déshumanisé de son système ne s'arrêtent pas là. Si la société ne compte "plus assez d'actifs" en termes capitalistes, comment croire sérieusement qu'il s'agit d'un simple problème démographique alors que tous les chômeurs, les précaires et autres types d'exclus des rangs des "actifs" ne demanderaient pas mieux que d'être complètement intégrés au monde du travail. La véritable cause de la pénurie de "salariés actifs" c'est la crise et le chômage, que le capitalisme engendre, dont il est responsable.

Ouvriers du privé, ouvriers du public, nous devons lutter contre les attaques que sont en train de préparer dans notre dos, les patrons, le gouvernement de gauche et les syndicats sur les retraites. N'oublions pas que c'est en nous promettant du temps libre, pour notre bien, qu'ils nous ont imposé les 35 heures, dont on mesure partout les bienfaits : à savoir une généralisation de la flexibilité, l'intensification des cadences de travail, le blocage des salaires. Pour les retraites, c'est au nom de la solidarité entre générations de prolétaires dont ils se moquent bien qu'ils vont encore nous demander de faire des sacrifices. C'est tous ensemble et unis que nous serons capables de faire reculer les attaques à venir.

DAN (21 janvier)

A quoi servent les journées d'action syndicales ?

L'attaque sur les retraites constitue une inquiétude majeure pour toute la classe ouvrière y compris dans la fonction publique, dont le régime est depuis des années menacé d'être aligné sur celui du privé. Les fonctionnaires étaient donc aussi motivés que le reste de leur classe pour se mobiliser massivement le 25 janvier dernier. Mais voilà, cela aurait conduit les prolétaires à mettre les menaces de l'Etat dans le même sac que celles du patronat. Or, la tactique de la bourgeoisie pour faire passer son attaque sur les retraites repose essentiellement sur une polarisation autour du patronat pour déjouer la colère des ouvriers. C'est pourquoi, les syndicats ont tout fait pour freiner la mobilisation du 25 janvier dans le secteur public, appelant simplement les salariés de la fonction publique à "rejoindre ceux du privé" dans la manifestation en se gardant bien de les appeler explicitement à se mettre en grève, en insinuant même

que ce n'était pas tout à fait leur combat, contrairement aux négociations sur les salaires pour lesquelles ils appelaient à une nouvelle journée d'action distincte le 30 janvier. De fait, les syndicats entretiennent la division entre ouvriers, ce qui est revendiqué à voix haute par l'UNSA (syndicats autonomes) et par la CFDT selon lesquels "il ne fallait pas mélanger les genres, la question des salaires avec celle des retraites, craignant que les mots d'ordres des fonctionnaires ne viennent introduire la confusion dans l'opinion" (Libération du 25 janvier).

Ainsi, les journées d'actions à répétition (trois en douze jours : les 18, 25 et 30 janvier), soigneusement saucissonnées ne servent qu'à une seule chose : désamorcer et désorienter la montée de la combativité ouvrière mais sûrement pas à faire reculer les attaques du capital, qu'elles soient gouvernementales ou patronales. CB

LILLE

La répression de gauche à l'oeuvre

Jeudi 25 janvier, quelque 500 pompiers salariés de la région Nord manifestaient à Lille pour réclamer des effectifs et des conditions de travail plus décentes. Après avoir refusé de recevoir les grévistes, le préfet, représentant de l'Etat de gauche, a fait donner ses CRS et gardes mobiles pour disperser les manifestants qui avaient osé les arroser de neige carbonique. Les forces de l'ordre ont chargé à coup de grenades lacrymogènes mais aussi de grenades offensives utilisées habituellement par l'armée. L'une d'elle a arraché la main d'un pom-

piers. D'autres ont été blessés par des éclats métalliques. Au total, huit d'entre eux devront être hospitalisés. La justification du préfet est claire : "Tout a été fait dans les règles. La défense a été proportionnelle à l'attaque. Quand des gens viennent manifester avec des engins, des cuirs, des bottes, des casques, ce n'est pas la même chose que des manifestants en costume-cravate." Voilà le sort que réserve la gauche plurielle, PS, PC et Verts, aux prolétaires déterminés à défendre leurs conditions d'existence ! Que cet événement se passe à

Lille, fief du PS s'il en est, n'a rien d'étonnant, au contraire. C'est le sort qui attend les ouvriers qui se lèveront demain contre les attaques du gouvernement, dès lors que celui-ci sera directement mis en cause. Rappelons-nous les passages à tabac dans les années 80 des ouvriers de la sidérurgie ou de l'automobile, etc., se faisant matraquer par les flics de Mitterrand. Ses successeurs n'ont rien à lui envier. De droite ou de gauche, le vrai visage de l'Etat est celui de la répression !

KW

CAMPAGNE SUR LA TORTURE ET LA GUERRE D'ALGERIE

Cynisme et hypocrisie de la gauche "humanitaire"

Il y a quelques années, Chirac, prenant Jospin de vitesse, se fendait d'un acte de "repentance" pour les crimes commis par l'Etat français sous Vichy. On a également eu droit à la "réhabilitation" par le gouvernement des mutins de l'armée française de 1917, que M. Jospin - l'héritier des sociaux-chauvins qui précipitèrent le prolétariat européen dans la première boucherie mondiale -, a cru bon de "réintégrer dans la mémoire collective nationale" (1). Et maintenant, on assiste, depuis plusieurs mois déjà, à une vaste campagne de presse autour de la pratique de la torture par l'armée et l'Etat français durant la guerre d'Algérie. Cette campagne, orchestrée notamment par *Le Monde* et *L'Humanité*, presse tout particulièrement les hauts représentants de l'Etat à faire un nouvel acte de contrition et s'indigne que, pour le moment, ni Chirac ni Jospin ne se soit encore décidé à demander pardon, au nom de l'Etat français, pour ces crimes-là.

La "repentance" des crimes d'Etat est donc à la mode. Elle s'inscrit d'ailleurs dans la même logique que l'ensemble des opérations de ravalement de façade de l'Etat bourgeois, qu'il s'agisse des affaires de corruption financière en série mettant en cause des hommes politiques de tout bord ou du grand déballage sur les trafics d'armes "occultes", de l'affaire Elf aux réseaux de la "Françafrique" et aux agissements "inavouables" des JC Mitterrand et autres Pasqua.

L'Etat bourgeois se doit de soigner son image. Pour être efficace dans sa capacité à orchestrer et à faire accepter l'exploitation capitaliste, il faut qu'il ait l'air "propre sur lui", il faut qu'il soit aussi moralement irréprochable, voire plus, que les millions d'ouvriers sacrifiés à la dictature du capital. Et les instances les plus intelligentes de la classe dominante ont bien compris que pour ce faire, il est beaucoup plus efficace de débaler au grand jour quelques uns des crimes, petits et grands, dont ses représentants se sont rendus coupables, plutôt que de les étouffer ou d'avoir l'air de les couvrir. L'Etat qui a demandé pardon pour les rafles de Vichy ou pour la boucherie des tranchées de 14-18, est "blanchi" et, peut ainsi prétendre être inattaquable, puisqu'il a lui-même dénoncé ses crimes passés, manière de nous convaincre que, c'est promis, "ça ne se reproduira plus".

La "gauche de la gauche plurielle" invite donc le Monsieur Propre Jospin à faire encore plus fort en appliquant la formule à la guerre d'Algérie. D'autant plus que la guerre d'Algérie est distante de nous d'à peine une génération et que son souvenir est toujours très vivace pour des dizaines de milliers de prolétaires encore jeunes qui l'ont vécue dans leur chair. Ceux-là n'ont pas oublié le rôle notamment joué par le parti socialiste (SFIO à l'époque), avec à sa tête Guy Mollet qui lança l'aventure militaire et envoya le contingent au casse-pipe, et dont le gouvernement fit donner la "gégène" et la "corvée de bois" (2) sans restriction. Ils n'ont pas oublié non plus un certain François Mitterrand, futur fondateur du parti socialiste actuel, qui, ministre de l'Intérieur, déclarait en novembre 54, en réponse à l'éclatement de l'insurrection algérienne : "Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de la tâche". Autant de choses qui entachent par trop l'image "humanitaire" que tient tant à se donner aujourd'hui le gouvernement de la gauche plurielle en général et le PS en particulier.

Voilà pourquoi Jospin s'est tout de même fendu d'un appel à "un travail de lucidité sur les moments sombres de la guerre d'Algérie", tandis que Chirac s'est contenté de maintenir l'ancienne histoire officielle selon laquelle la pratique de la torture fut "marginale" et qu'elle n'eut lieu "qu'à l'insu du plein gré" des gouvernements.

A la tête de l'actuelle campagne et le plus excité de tous, on trouve le PCF, trop heureux de trouver là une occasion (pour une fois !), de se poser, face à ses compères du PS, comme meilleur champion des "droits de l'homme" qu'eux. Il a donc lancé à grands bruits une campagne de signatures et de souscriptions

pour le soutien à son "appel des douze" appelant à la repentance de l'Etat et vient de sortir un numéro hors-série de *L'Humanité* entièrement consacré à celui-ci. C'est que le PCF a besoin aussi, au delà de celle de l'Etat, de soigner sa propre image. Et l'occasion est trop belle de se poser en "ennemi de toujours de la politique coloniale de la France" et en champion de la vérité historique, ce qui a de quoi faire largement sourire de la part du meilleur menteur stalinien que l'Europe occidentale ait connu.

Donc le PCF de nous rappeler que, lui, il avait le premier fait campagne pour "la paix en Algérie" et réclamé la "liberté pour le peuple algérien", que *L'Humanité* fut plusieurs fois censurée pour avoir dénoncé la torture et que ce sont plusieurs de ses militants qui trouvèrent la mort dans la répression de la manifestation contre l'OAS (3) au métro Charonne en 1962. Il oublie un peu de nous dire que, jusqu'en 1954-56, en bon parti de défense de l'intérêt du capital français qu'il était déjà, le PCF était tout aussi attaché à l'Algérie française que les autres fractions bourgeoises. Et que cet attachement était loin d'être platonique : en 1945, une manifestation a lieu à Sétif pour l'indépendance de l'Algérie, *L'Humanité* la dénoncera comme une "provocation hitlérienne" et c'est le "camarade-ministre" de l'aviation Tillon qui porte la responsabilité du bombardement de Sétif, bombardement qui fera 45 000 morts. Mais cet épisode-là, il faut croire que le PCF l'a oublié.

Et si, aujourd'hui, il reconnaît timidement avoir voté, en mars 1956, les pouvoirs spéciaux réclamés par Guy Mollet et visant à "prendre toute mesure exceptionnelle commandée par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre", c'est parce qu'il ne peut guère faire autrement. Alors il essaie de s'en disculper en nous expliquant qu'il avait été berné et qu'il croyait que ces pouvoirs spéciaux étaient destinés à parvenir à un cessez-le-feu ! Mais, derrière ce conte pour enfants, le PC nous donne ses vrais motivations de l'époque : "Il avait alors l'espoir de susciter un nouveau Front Populaire, ce qui eut pour effet de tendre à faire primer sur toute autre considération l'unité avec les socialistes, avec l'espoir d'une politique de réforme sociale et de 'détente' au plan international" (*L'Huma* du 20/12, republié dans le n° hors série, p.101). Les états d'âmes du PC sont donc à géométrie variable et dépendent des opportunités. D'ailleurs ceci nous donne également une indication sur ce qu'étaient les positions du PCF sur la politique impérialiste française durant la guerre froide : tout dépendait si les mouvements indépendantistes avaient ou non le soutien de l'URSS. L'indépendantisme algérien n'ayant pas, contrairement à l'Indochine, l'appui de Moscou, l'intensification de la guerre en Algérie n'était donc pas incompatible avec la "détente au plan international" !

La campagne sur la torture en Algérie n'est à l'évidence qu'une instrumentalisation, dans laquelle les larmes humanitaires sont pure hypocrisie. Dans toute l'encre versée par le PCF ou d'autres journaux sur les horreurs de la guerre d'Algérie, on ne trouve évidemment rien qui soit capable de donner des arguments de dénonciation de la barbarie foncièrement contenue dans la logique guerrière du capitalisme, qu'elle soit passée, présente ou à venir. Les

(SUITE PAGE 6)

80 ANS DU PCF...

...dont près de 70 au service du capital !

Lu dans *L'Humanité* du 6 décembre 2000, à propos de la commémoration de la naissance du PCF au Congrès de Tours :

"La meilleur fidélité est le courage de la rupture". La formule est de Roger Martelli. Avec Jean-Paul Magnon, les deux membres du collège exécutif du PCF présentaient hier à la presse le programme du 80e anniversaire du Parti Communiste Français (...) A Martigues, le 30e Congrès (en mars 2000) a engagé un processus (de rupture) devant déboucher sur la construction d'un nouveau Parti communiste (...) Pour Roger Martelli, "il y a bien continuité fondamentale avec un communisme qui n'a pas commencé d'ailleurs ni en 1920, ni en 1917 ; mais il y a une rupture avec une conception du militantisme, avec une forme organisée du communisme qui ont été dominées par la grande leçon d'octobre mais qui ont fait leur temps". Il précise : "Ce n'est pas seulement le stalinisme qu'il convient de dépasser mais le bolchévisme lui-même."

De telles déclarations n'ont vraiment rien qui puissent nous étonner. Contrairement à ce qu'il prétend, le PCF ne fait aujourd'hui oeuvre d'aucune rupture mais d'une belle continuité.

La naissance du PCF en décembre 1920 à l'issue du congrès de Tours était un produit direct de la fondation de la IIIe Internationale, l'IC, en mars 1919. Comme les autres partis communistes qui se forment à la même époque, elle se situait pleinement dans la grande vague révolutionnaire internationale qui s'était développée dans le sillage de l'insurrection d'octobre 1917 en Russie.

Mais, si le PCF était un authentique parti prolétarien à ses origines, auquel se sont ralliés des centaines de milliers d'ouvriers enthousiastes, adhérant pleinement à la marche vers une révolution mondiale, il n'a, depuis longtemps, plus rien à voir avec ses origines révolutionnaires.

La rupture du PCF "avec une conception du militantisme, avec une forme organisée du communisme qui ont été dominées par la grande leçon d'octobre" ne date certainement pas d'aujourd'hui. C'est depuis le début des années 1930 qu'il a rejeté Octobre 17 et le bolchévisme, qu'il a renié ses origines prolétariennes (1). Depuis lors, il n'a cessé de poursuivre son oeuvre bourgeoise et antiouvrière entièrement dévoué au service du capital national. Depuis lors, il a été le parti qui a le mieux représenté le triomphe de la contre-révolution. Il a été pendant des décennies à la fois l'artisan et le représentant de commerce et le zélé en France de la plus grosse escroquerie idéologique édiflée au cours du 20e siècle par l'ensemble de la bourgeoisie contre le prolétariat : l'identification de la contre-révolution et des régimes staliniens à la révolution communiste.

Aujourd'hui, où les régimes staliniens ont fait faillite aux yeux du monde entier, il se tourne vers les valeurs démocratiques et citoyennes pour mieux soutenir contre la classe ouvrière le même odieux mensonge d'une continuité entre la vague révolutionnaire portée par Octobre 17 et le stalinisme. Voilà où se situe sa fidélité.

CB

(1) Lire la brochure du CCI *Comment le PCF est passé au service du capital*.

NATIONALISATIONS, PRIVATISATIONS

C'est toujours la classe ouvrière qui est attaquée

Une nouvelle vague de privatisations s'annonce au niveau européen avec la dénationalisation du contrôle aérien en Grande-Bretagne, la mise sur le marché, en Allemagne, de 29% de la Deutsche Post et la perspective, en France, d'un changement de statut de La Poste pour l'après 2002. Les ouvriers savent d'expérience que les privatisations sont synonymes d'attaques nouvelles, sous diverses formes, de leurs conditions de vie. Mais ce que beaucoup d'entre eux n'ont pas connu ou ont oublié, c'est que les nationalisations ou le travail dans le secteur nationalisé ne mettent en rien à l'abri d'attaques également sévères. En fait, les nationalisations comme les privatisations sont toutes deux des moyens pour le capital national de s'adapter, dans des conditions historiques différentes, aux nécessités du marché et du contexte politique mondial. Et c'est toujours la classe ouvrière qui en fait les frais.

La contribution de la gauche à la mise en oeuvre du programme de privatisations de Balladur en 1993 est plus qu'honorable : CIC, Thomson-CSF et Multimédia, le GAN, Eramet, CNP assurances, Crédit Lyonnais, Aérospatiale et la Banque Hervez est en cours. Le PS avait beau inscrire dans sa plate-forme électorale de 1997 qu'en cas de victoire, il refuserait "la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit", c'est bien la gauche plurielle qui a ouvert partiellement le capital de France Télécom. Et nos staliniens à la mode Hue, qui ont viré casaque sur cette question, ne sont pas en reste.

Cette réalité n'empêche néanmoins pas la mise en avant, par des secteurs de gauche de la bourgeoisie, de cette idée fautive selon laquelle l'exploitation dans les entreprises sous contrôle de l'Etat serait, par nature, plus humaine, différente de celle pratiquée dans le secteur privé.

Rien n'est plus faux parce que l'Etat patron est le représentant, le garant et le défenseur du capital national. Depuis que le capitalisme s'est imposé comme mode de production dominant dans la société, l'Etat n'a cessé de développer son influence et ce rôle de représentant suprême des intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble. C'est déjà ce qu'Engels mettait en évidence au 19e siècle, alors que le capitalisme était encore en pleine expansion, dans sa phase d'ascendance : "Ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat, ne supprime la qualité de capital des forces productives (...) L'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, plus il devient capitaliste collectif. En fait, plus il exploite les citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble" (Anti-Dühring).

Le développement du capitalisme d'Etat dans la décadence du capitalisme

L'entrée fracassante du capitalisme dans sa période de décadence, avec l'irruption de la Première Guerre mondiale, s'accompagne d'un développement considérable du rôle de l'Etat dans la société.

Dans le capitalisme décadent, c'est pour éviter la dislocation de la société que s'impose le renforcement du rôle de l'Etat :

- il doit contrôler plus étroitement l'économie nationale, au détriment de la liberté d'action des capitalistes individuels et parfois de leur existence même, en vue

d'affronter plus efficacement la guerre économique mondiale ;

- le système se trouvant désormais dans l'incapacité d'accorder des réformes durables à la classe ouvrière, l'Etat doit mettre en place les structures d'encadrement (syndicats ...) destinées à empêcher que la lutte de classe, alimentée par l'aggravation de l'exploitation, ne remette en cause les fondements du système ;

- et enfin, l'Etat doit mobiliser toutes les forces de la société au service du développement du militarisme qui n'est autre que la forme que prend la fuite en avant face à l'impasse économique.

Si la tendance au capitalisme d'Etat est une donnée historique universelle, elle n'affecte cependant pas de façon identique tous les pays. Dans les pays économiquement développés à la fin du 19e siècle, là où il existe une vieille bourgeoisie industrielle et financière, cette tendance se manifeste en général par une imbrication progressive des secteurs "privés" et des secteurs étatisés. Dans un tel système, la bourgeoisie n'est pas déposée de son capital et elle conserve l'essentiel de ses privilèges.

En revanche, dans les régimes dits socialistes de l'ex-bloc de l'Est et de la Chine, il n'existe pas de bourgeoisie "privée", l'essentiel des moyens de production étant pris en charge directement par l'Etat. Cette particularité ne change rien à la nature capitaliste de ces pays où le but de la production demeure l'extraction de la plus-value, obtenue au prix d'une exploitation féroce de la classe ouvrière, et accaparée par la classe bourgeoise constituée par la bureaucratie de l'appareil d'Etat (1).

Les nationalisations dans le capitalisme décadent

C'est en fonction des impératifs de la préparation à la Seconde Guerre mondiale qu'est effectuée, en 1937, en France, la nationalisation des industries d'armement par le Front populaire en vue de favoriser leur développement accéléré.

A partir de 1943, intervient une vague de nationalisations dans un certain nombre de pays européens. Celles-ci concernent, en France et après la guerre, des secteurs clés comme Renault, les transports aériens, le gaz, l'électricité, les assurances, les charbonnages. Elles sont conçues comme étant directement au service de l'effort de reconstruction des économies ravagées par la guerre : "C'est donc devant l'ampleur de la tâche que le capitalisme individuel est obligé de céder le pas à l'Etat capitaliste. Cette mesure de concentration du capital entraîne infailliblement d'autres conséquences, telle la réduction des frais de production, des liaisons plus étroites entre toutes les industries" (2). L'organisation de la société qui accompagne le mouvement de nationalisations est orientée essentiellement au service d'une exploitation accrue et systématique de la classe ouvrière : "Par une série d'impôts directs et indirects, par la réglementation des salaires

et des prix, par des dévaluations successives, l'Etat peut rogner de plus en plus sur le capital variable national et sur l'épargne. Par une réglementation du ravitaillement général, il peut réduire la production de consommation au profit de production des moyens de production, et permettre de masquer les diminutions constantes de salaire et l'état de famine qui s'ensuit" (2).

Il ne faut pas que l'ordre social soit troublé, en particulier dans les secteurs stratégiques de la production. C'est pourquoi les ouvriers qu'ils emploient sont étroitement encadrés par les syndicats et la gauche du capital. Dans ce rôle anti-ouvrier, le PCF se distingue particulièrement puisque le ministre du travail de De Gaulle n'est autre que Thorez, le secrétaire général de ce parti. Celui-ci s'était particulièrement illustré comme l'artisan d'une véritable militarisation du travail en temps de paix, comme en témoignent, par exemple, ses paroles en direction des mineurs : "Si des mineurs doivent mourir à la tâche, leurs femmes les remplaceront." La classe ouvrière, malgré des réactions significatives comme la grande grève à Renault en 1947, pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de vie, ne

réussira pas à desserrer l'étau de la double férule gaulliste et stalinienne. Laminée idéologiquement et écrasée physiquement dans ses principaux bastions (Allemagne), la classe ouvrière était particulièrement vulnérable à la propagande de gauche qui présentait les nationalisations comme des mesures sociales et progressistes : "Au nom du peuple, l'Etat prend en mains les industries-clés, pour l'intérêt général. Aux gaspillages particuliers dus à l'anarchie du mode d'échange capitaliste, les nationalisations vont mettre un frein et de l'ordre (...) Du travail pour tout le monde, puisque les usines appartenant à la Nation qui a chargé l'Etat de gérer la production. Ce caractère démagogique d'une mesure essentiellement bourgeoise est, d'après ses meilleurs défenseurs et bénéficiaires, le moyen par lequel la société se transformera" (2).

Cette vague de nationalisations constitue le moyen obligé de la défense et du renforcement des positions des capitaux nationaux sur l'arène internationale : "Aujourd'hui, l'Etat bourgeois, par la concentration capitaliste, tend de

(SUITE PAGE 4)

Tout va bien ?

Depuis quelque temps, en particulier en France et dans la plupart des pays européens occidentaux, la bourgeoisie nous répète à nouveau : "Tout va bien". Elle nous assure une fois de plus que la reprise économique est là et que la crise est derrière nous. Mieux encore, on irait "vers le plein emploi", c'est-à-dire vers un taux de chômage déclaré incompressible de 5 à 6 %. Nous avons déjà dénoncé cette mystification en montrant que cette pseudo-diminution du chômage s'appuie sur un trucage permanent des statistiques et qu'elle masque une véritable généralisation du travail précaire (1). On nous a déjà fait le même coup de la "fin de la crise", il y a deux ans avec la prétendue "révolution Internet" et le grand boom de la nouvelle économie qui allait relancer la machine économique. Moins de deux ans après, cette prétendue relance des profits se solde par un spectaculaire effondrement du Nasdaq et par une faillite retentissante de la nouvelle économie. 98% des *start-up* datant de moins de trois ans, ont disparu. *Le Monde* du 16 janvier parlait d'hécatombe de ces entreprises-modèles de la nouvelle économie supposées constituer l'exemple de l'avenir radieux du développement capitaliste (210 ont fait faillite en l'an 2000, dont la moitié dans les quatre derniers mois) et un spécialiste déclarait même : "On n'a encore rien vu, le premier trimestre 2001 va être un cimetière". Et maintenant, on nous vante le retour salutaire aux "valeurs sûres" de la vieille économie dans un marché assaini.

Ce nouveau mensonge ne tient pas plus debout que le précédent : il suffit d'énumérer la cascade de licenciements massifs qui s'abattent sur les prolétaires de tous les pays et dans tous les secteurs, qu'il s'agisse d'industries traditionnelles comme l'automobile et la chimie ou de secteurs de pointe comme l'informatique, les opérateurs de téléphonie mobile, les constructeurs de semi-conducteurs alors que les "fusions" et la concurrence font rage, laissant sur le carreau de nouvelles dizaines de milliers de salariés.

Dernièrement, en France, le groupe Danone laissait filtrer un plan de 3000 licenciements dont 1700 sur le territoire national, disséminés sur sept sites. C'est également le cas dans le secteur informatique avec Bull, dont la faillite prochaine est annoncée, et qui prévoit à nouveau 1800 postes en moins, touchant un salarié sur dix. On annonce des licenciements ou des fermetures d'usines de toutes tailles à un rythme quasi-quotidien, des produits agro-alimentaires (Heudebert) à la chimie (Lever) en passant par l'électro-ménager. Aucune région n'est épargnée.

Dans l'automobile, après l'annonce de 15000 licenciements chez General Motors en décembre dernier, le groupe Chrysler Daimler vient de communiquer un plan de 20 000 licenciements tandis qu'en Corée, Daewoo à la fin de l'année dernière portait le sien à 6884 emplois supprimés (un tiers des salariés), soit près du double des diminutions d'effectifs annoncées antérieurement. Et les filiales de ces constructeurs leur ont emboîté le pas : 4300 chez Delphi, 6000 chez son concurrent Visteon. Dans l'audio-visuel, la chaîne CNN va supprimer entre 500 et 1000 emplois sur 4000.

D'ailleurs, aux Etats-Unis où le ralentissement de l'activité économique est déjà marqué (le président de la Réserve fédérale déclarait le 25 janvier que la croissance américaine était proche de zéro), après une fusion qui a fait beaucoup parler d'elle, le nouveau géant de la communication AOL Time Warner a annoncé 2400 suppressions d'emplois (3% des effectifs). Chez Lucent Technologies (équipement en télécommunication), ce sont 16 000 emplois qui sont menacés tandis que chez Whirlpool (électro-ménager) 6000 salariés doivent être licenciés d'ici la fin de l'année.

La crise est terminée ? Causez toujours, Messieurs les économistes !...

BG

(1) Lire l'article "Plein emploi" ou chômage masqué ?" dans *RI* n°306, novembre 2000.

Seule la révolution prolétarienne sauvera l'espèce humaine

(SUITE DE LA PAGE 8)

cherche à l'INSERM, "le principal danger n'est pas là. Il se trouve dans la dépendance de l'homme à son environnement. Les migrations, la surconcentration humaine en milieu urbain, la diminution des réserves aquifères, la pollution et la pauvreté ont, de tout temps [mais le capitalisme a particulièrement développé mégapoles, pauvreté et pollution !], créé des conditions propices à la diffusion des micro-organismes infectieux. Or la capacité reproductrice et infectieuse de nombre d'insectes et rongeurs, vecteurs de parasites ou de virus, est fonction de la température et de l'humidité du milieu. Autrement dit, une hausse de la température, même modeste, donne le feu vert à l'expansion de nombreux agents pathogènes pour l'homme et l'animal. C'est ainsi que des maladies parasitaires – telles que le paludisme, les schistosomiasis et la maladie du sommeil – ou des infections virales comme la dengue, certaines encéphalites et fièvres hémorragiques – ont gagné du terrain ces dernières années. Soit elles ont fait leur réapparition dans des secteurs où elles avaient disparu, soit elles touchent à présent des régions jusque là épargnées. [...] Les projections pour l'an 2050 montrent que le paludisme menacera 3 milliards d'êtres humains. [...] De la même façon, le nombre des maladies transmises par l'eau se multiplie. Le réchauffement des eaux douces favorise la prolifération des bactéries. Celui des eaux salines – en particulier quand elles sont enrichies d'effluents humains – permet aux phytoplanctons, véritables viviers de bacilles cholériques, de se reproduire à une cadence accélérée. Pratiquement disparu d'Amérique latine à partir de 1960, le choléra a fait 1 368 053 victimes entre 1991 et 1996." (Manière de Voir n°50 p. 77)

... et fait tout pour se dédouaner

A ce niveau de responsabilité historique, la riposte idéologique de la bourgeoisie a été d'organiser de gigantesques kermesses hyper médiatisées qui, du Sommet de la Terre de Rio (1992) à La Haye en passant par Kyoto et Berlin, veulent nous faire croire que la classe dominante aurait enfin pris conscience des dangers qui menacent la planète. La mystification opère à plusieurs niveaux.

D'abord faire croire que si les objectifs fixés à Kyoto étaient atteints, cela constituerait un premier pas significatif. Or, non seulement de toute évidence les objectifs ne seront pas atteints mais, même si c'était le cas, le rythme dérisoire fixé ne saurait remettre en cause la tendance actuelle au réchauffement. Toutes les ONG et tous les partis écologistes qui s'inscrivent à fond dans la problématique des discussions sur les modalités d'application du protocole de Kyoto, participent donc de cette mystification. En aucun cas il ne peut s'agir d'un premier pas en avant, tout au plus un pas de côté.

Deuxièmement, faire croire que, si les Etats n'arrivent pas toujours à s'entendre, c'est parce qu'ils auraient une vision différente des moyens de parvenir à l'objectif commun de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En fait, chaque capital national défend ses intérêts bien compris et essaie d'imposer par le biais des négociations des normes de production aussi proches que possible des siennes, de ses capacités technologiques, de son mode d'approvisionnement énergétique, etc. Par exemple,

ni la France ni les Etats-Unis ne respectent les engagements de Kyoto (depuis 1990 les émissions de gaz carbonique ont été de +11% pour les Etats-Unis et de +6,5% pour la France), mais quand le président Chirac déclare que "c'est d'abord vers les Américains que se porte l'espoir d'une limitation efficace des gaz à effet de serre" (Le Monde, 20 novembre 2000), il faut traduire : dans la guerre commerciale qui nous oppose, nous aimerions bien vous mettre un boulet au pied. Il en est de même pour la mise en place d'un système "d'observance" réclamé par l'Union Européenne pour taxer financièrement ceux qui dépasseraient les quotas de pollution (encore une fois, il n'est pas question d'empêcher la pollution). Autant demander aux Etats-Unis de financer Airbus et de brider la production de Boeing ! Pour les pays du tiers-monde, c'est encore plus simple : le poids de la crise, de la dette et de la misère, rendent systématiquement le pillage des ressources naturelles et le laissez-faire accordé aux grandes compagnies occidentales qui alimentent la corruption locale. C'est une réalité indépassable du capitalisme. Dans ce cadre, tout soutien à une mesure plutôt qu'une autre revient à faire le jeu d'un ou plusieurs Etats.

Enfin, dernière mystification, celle si chère aux réformistes de tous poils : l'idée qu'il faut lutter pour un capitalisme propre, respectueux de l'environnement, sans concurrence, un capitalisme imaginaire. Cette sainte croisade se fait au nom de l'anti-mondialisation et adresse ses déchirantes suppliques à l'Etat pour qu'il légifère, taxe, contraigne les multinationales honnies. Mais de la même façon que la législation du travail ne freine en rien l'exploitation capitaliste, le chômage et la misère, et surtout n'empêche pas de passer outre cette législation si besoin est, de même toute législation, contrainte fiscale ou autre mesure à prétention écologiste ne pourrait être que quelque chose de parfaitement assimilable par le capitalisme, voire de favorable à la modernisation de l'appareil productif, quand il ne s'agirait pas purement et simplement d'une forme déguisée de protectionnisme ou de justificatif commode pour des mesures antiouvrières (licenciements pour fermeture d'usines polluantes, baisse de salaires pour absorber les coûts de mise aux normes, etc.). De ce point de vue les écotaxes (je pollue mais je paye... un peu) et le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre dont le principe est admis, montrent le chemin du réalisme capitaliste en matière de lutte contre la pollution et le réchauffement global !

C'est pour cette raison que les tenants de l'écologie politique et les ONG les plus cohérents en viennent à justifier les mesures à prendre du point de vue de la rentabilité du capital lui-même et il n'est pas rare de les voir investir, à titre de consultant, les centres de décision de la bourgeoisie. C'est évident pour les partis "verts" qui participent à de nombreux gouvernements (France, Allemagne) mais aussi pour des ONG comme le "World Conservation Monitoring Centre", devenu une antenne des Nations Unies et soutenant que "les politiques et mesures concernant le changement climatique doivent avoir un rapport efficacité/frais de façon à assurer des bénéfices globaux au coût le plus faible possible". Dans le même sens, le pourvoyeur de l'idéologie anti-mondialisation (concrètement anti-USA) en France, Le Monde Diplomatique, s'offusque de ce que "l'impact combiné des coûts so-

ciaux du transport automobile – bruit, pollution de l'air, congestion de la circulation, consommation d'espace et manque de sécurité – pourrait représenter jusqu'à 5% du produit national brut (PNB)." (Manière de Voir n°50 p. 70) Cette conversion au réalisme écologique peut aussi prendre la forme d'une aide effective à l'Etat comme on a pu le voir avec les offres de service de Greenpeace après le naufrage du chimiquier Ievoli-Sun au large des côtes françaises en novembre 2000.

C'est une caractéristique de tous les courants écologistes, ONG ou partis, que de faire de l'Etat capitaliste le garant des intérêts communs. Leur mode d'action se veut donc fondamentalement a-classiste (puisqu'ils nous sommes tous concernés) et démocratique (ce sont aussi les champions de la démocratie locale) : c'est la pression populaire, le sursaut citoyen, qui doivent imposer à l'Etat (qu'on imagine sincèrement ému par une telle mobilisation) de prendre des mesures en faveur de l'environnement. Il va sans dire qu'une telle forme de contestation, qui ne remet en cause ni les fondements du mode de production capitaliste ni le pouvoir politique de la classe dominante, est totalement assimilée par la bourgeoisie. Et pour ceux qui n'adhèreraient pas à ces contes de fées, leur démoralisation est encore une victoire de la bourgeoisie.

Nous avons vu qu'il est parfaitement illusoire de penser qu'il existerait des mécanismes intégrés au capitalisme qui permettraient d'en finir avec les désastres écologiques alors que ceux-ci sont le résultat du fonctionnement le plus intime du capitalisme. Ce sont donc les rapports sociaux capitalistes qu'il faut extirper pour établir une société dont la satisfaction des besoins humains, au centre du mode de production, ne se ferait pas aux dépens de l'environnement naturel puisque les deux sont indissociablement liés. Une telle société, le communisme, ne peut être mise en œuvre que par le prolétariat, la seule force sociale ayant développé une conscience et une pratique qui tendent à "révolutionner le monde existant", à "transformer pratiquement l'état de chose donné" (Marx, L'idéologie Allemande).

Dès son apparition comme théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme s'est affirmé contre l'idéologie bourgeoise, y compris contre les conceptions matérialistes jusque là les plus avancées, qui ne voyaient dans la nature qu'un objet extérieur à l'homme et non pas une nature historique. La maîtrise de la nature n'a donc jamais signifié pour le prolétariat le saccage de la nature : "à chaque pas il nous est rappelé, qu'en aucune façon, nous ne régnons sur la nature comme un conquérant sur un peuple étranger, comme quelqu'un en dehors de la nature – mais que nous, avec notre chair, notre sang et notre cerveau, appartenons à la nature, existons en son sein, et que toute notre supériorité consiste dans le fait que nous avons l'avantage sur toutes les autres créatures d'être capables d'apprendre ses lois et de les appliquer correctement." (Engels, Dialectique de la Nature).

La destruction de l'environnement n'est pas un problème technique, mais politique : plus que jamais le capitalisme est un danger mortel pour la survie de l'humanité et plus que jamais l'avenir de l'humanité est entre les mains du prolétariat. Il ne s'agit nullement d'une vision messianique ou abstraite. C'est une nécessité qui trouve ses raci-

nes dans la réalité du mode de production capitaliste. Pour trancher le nœud de l'histoire humaine entre révolution communiste ou plongée dans la barbarie, le prolétariat devra faire vite. Plus le temps passe, plus la décomposition accélérée de la société capitaliste laissera un héritage apocalyptique à gérer par la société communiste.

BT

(1) Le protocole de Kyoto (décembre 1997) est la pétition de principes des Etats signataires de la convention sur les changements climatiques de Rio de Janeiro (1992), s'engageant à réduire de 5,2% d'ici 2010 les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

NATIONALISATIONS, PRIVATISATIONS

(SUITE DE LA PAGE 3)

plus en plus à se substituer au capitaliste individuel. Cette nécessité, causée par la crise du système, exige de transférer la libre disposition des moyens de production. Ce transfert, par lui-même, ne change rien à la nature du système capitaliste, puisque l'accumulation toujours croissante de la plus-value se fait aussi (...) Sur le marché mondial, les Etats se présenteront à la place des anciens capitalistes privés (...) Aujourd'hui, ce que les capitalistes privés ne peuvent pas trouver sur le marché mondial, l'Etat le peut, car il est capable de donner comme garantie l'ensemble de la richesse de la nation" (2).

Les privatisations pour renforcer le capital national sur l'arène internationale

Les nationalisations ont aussi leur revers de médaille : elles induisent "aussi une irresponsabilité plus grande dans la direction et certains gaspillages bureaucratiques" (2).

En effet, dans les pays avancés, la présence d'un fort secteur étatisé tend à se convertir en handicap pour l'économie nationale à mesure que s'aggrave la crise mondiale. Dans le secteur étatisé, le mode de gestion des entreprises, leurs structures d'organisation du travail et de la main d'œuvre, limitent bien souvent leur adaptation à la nécessaire augmentation de la compétitivité. En effet, leurs différentes couches de dirigeants, se sachant protégées par leur statut, sont insuffisamment enclines à remettre en jeu aussi souvent que l'exigerait l'évolution du marché, l'orientation de la production et l'organisation du travail.

Dans la grande vague de privatisations qui affecte, depuis les années 80, la plupart des pays occidentaux les plus développés (3), il faut voir, bien sûr, un moyen de limiter l'étendue des conflits de classe. En effet, le remplacement d'un patron unique, l'Etat, par une multitude de patrons, constitue pour la bourgeoisie un moyen de morceler et diviser la lutte. Mais, comme nous l'avons évoqué, c'est aussi un moyen de renforcer la compétitivité de l'appareil productif à travers une plus grande souplesse dans l'exploitation que ne le permet le secteur nationalisé.

C'est pourquoi, tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, ne peut se soustraire à cet impératif de défense du capital national.

Loin de signifier un amoindrissement du rôle de l'Etat dans la vie économique et de son contrôle de la société, les privatisations sont au contraire rendues possibles parce que l'Etat a développé

(2) L'effet de serre est un "processus [qui] fait jouer un rôle considérable aux gaz mineurs de l'atmosphère (vapeur d'eau, dioxyde de carbone, méthane, ozone) : en empêchant le rayonnement infrarouge terrestre de quitter librement la planète, ils maintiennent suffisamment de chaleur près du sol pour rendre la planète habitable (elle aurait autrement une température moyenne de -18°C)" (Hervé Le Treut, directeur de recherche au Laboratoire de Météorologie Dynamique à Paris-Le Monde, 7 août 2000).

(3) Hervé Le Treut, idem.

(4) Voir l'article "Le siècle le plus barbare de l'histoire" dans la Revue Internationale n°101.

un ensemble d'instruments budgétaires, financiers, monétaires et réglementaires qui lui permettent à tout moment d'orienter les grands choix économiques sans pour cela remettre en cause les mécanismes du marché.

La classe ouvrière n'a évidemment pas à prendre parti au sein d'un combat pour choisir son exploiteur. Cela ne la mènerait qu'à la défaite et la démoralisation. Ainsi, lorsqu'on tentera de la rabattre sur ce terrain pourri, il faudra qu'elle se souvienne des "bagnes publics" édifiés après la guerre mais aussi des centaines de milliers d'emplois supprimés dans le secteur nationalisé à Renault (50 000 depuis la moitié des années 70), dans les charbonnages et la sidérurgie (dont une bonne partie sous le gouvernement de gauche PC-PS en 84), etc. A ceux qui invoqueront les conséquences dramatiques des privatisations "sauvages" qui démantèlent les services publics, comme par exemple les accidents ferroviaires en Grande-Bretagne (Paddington en 1999, 31 morts ; Hatfield en 2000, 4 morts) ou encore la récente panne qui a privé la Californie d'électricité pendant plusieurs jours, ils devront opposer que ce ne sont pas les privatisations qui engendrent des catastrophes mais le capitalisme en crise. C'est contre celui-là qu'il faut se battre.

B (16 janvier)

(1) Pour davantage d'explications sur cette question, consulter les "Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est" dans la Revue Internationale n° 60.

(2) Extrait de l'article "A chaque époque, sa farce démagogique" publié le 8 mars 1946 par l'Internationalisme, organe de la Gauche Communiste de France. La GCF est une des composantes du courant de la Gauche communiste laquelle, pendant la seconde guerre mondiale, n'a pas, contrairement au trotskisme, trahi le camp prolétarien par le soutien à un camp impérialiste. Voir à ce sujet nos brochures La Gauche communiste d'Italie et La Gauche hollandaise.

(3) Les nationalisations du début des années 80 en France n'ont pas la même signification que celles de l'après-guerre. En fait, elles interviennent à contre-courant, au moment où l'heure a sonné pour le mouvement inverse. La raison en est qu'elles faisaient partie du programme de gouvernement de la gauche avant qu'elle n'arrive, par accident et à sa surprise, au gouvernement en 1981. Elles ont constitué une des seules promesses électorales, en apparence sociales, que la gauche au gouvernement ait été en mesure de tenir quelque temps, puisqu'en matière de progression du chômage et de dégradation du pouvoir d'achat, celle-ci a encore amélioré les scores des équipes de droite précédentes.

La paix est impossible au Moyen-Orient

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

rupture avec la politique des Etats-Unis, pour la première fois de la courte histoire de ce pays. En novembre 1995 Rabin était assassiné par "un extrémiste". C'était la période où le Likoud de Netanyahu devait sérieusement entraver les plans de la diplomatie américaine. Les Etats-Unis allaient reprendre la main en mai 1999 par le retour aux affaires du Parti travailliste avec Ehoud Barak comme premier ministre, ce qui devait aboutir à l'accord de Charm el-Cheikh entre Arafat et Barak en septembre 1999. Pourtant, le sommet de Camp David de juillet 2000, supposé constituer le couronnement de la capacité des Etats-Unis à imposer leur paix au Moyen-Orient, capote et s'achève sans accord. Dans cet épisode, la politique de l'un des anciens alliés, la France, constitue ouvertement une tentative de sabotage de la politique des Etats-Unis que ceux-ci dénoncent d'ailleurs ouvertement comme telle. Et, en Israël même, c'est le retour en force de la résistance au "processus de paix" à l'américaine, avec la fameuse visite d'Ariel Sharon, vieux faucon du Likoud, sur l'esplanade des Mosquées en septembre 2000, ce qui va donner le signal de nouveaux affrontements violents qui gagnent rapidement la Cisjordanie et la Bande de Gaza. En octobre 2000, un nouveau sommet de Charm el-Cheikh qui prévoit l'arrêt des violences, la création d'une commission d'enquête et la reprise des négociations, n'aboutit à rien sur le terrain où l'Intifada et la répression continuent.

Aujourd'hui, la situation n'est donc plus la même que celle des guerres ouvertes comme la Guerre des six-jours de 1967 ou la Guerre du Kippour de 1973 quand l'armée israélienne affrontait directement les armées des Etats arabes, au sein desquelles participaient les différents Fronts de libération de la Palestine. Elle n'est pas non plus la même que celle de la guerre de 1982 où Israël avait envahi le Liban et avait encouragé les massacres en masse des réfugiés des camps palestiniens de Sabra et Chatila par les milices chrétiennes, ses alliés (plus de 20 000 victimes en quelques jours). Il s'agissait encore d'une situation où dominait avant tout le clivage fondamental entre les grands blocs impérialistes, au-delà des oppositions circonstancielles pouvant exister au sein des forces du même bloc.

Aujourd'hui, il y a des clivages partout. La bourgeoisie israélienne ne se considère plus indéfectiblement liée à la tutelle des Etats-Unis. Déjà, dès la guerre du Golfe en 1991, une fraction significative de celle-ci, dans l'armée notamment, s'était élevée contre l'interdiction qui avait été faite à Israël de riposter militairement aux tirs de missiles irakiens sur son territoire. Alors que l'armée israélienne était (et est encore) une des plus efficaces et opérationnelles, l'humiliation d'être contrainte à la passivité et de s'en remettre pour sa défense à l'Etat-major américain avait été une pilule très amère. Ensuite, le "processus de paix" qui met quasiment sur un pied d'égalité israéliens et palestiniens, qui impose le retrait de l'armée israélienne du sud Liban, qui envisage de céder le plateau du Golan, etc., n'est pas du tout du goût de la fraction la plus "radicale" de la bourgeoisie israélienne. Et ce "processus de paix" n'est pas non plus facilement acceptable comme tel pour le parti travailliste de Barak. Même si ce parti est plus proche des Etats-Unis que le Likoud et qu'il a surtout une vision à long terme plus réaliste de la situation du Moyen-Orient, il est le parti de la guerre, celui qui a mené l'armée et les principales campagnes militaires. Il est d'ailleurs celui sous l'autorité duquel se sont le plus développées les fameuses implantations des colons en territoire palestinien ! Contrairement aux idées reçues et aux mystifications, la gauche, le parti travailliste n'est pas plus porté à "la paix" que la droite, le Likoud. S'il existe des nuances, il n'y a pas de divergence fondamentale entre ces deux fractions de la bourgeoisie israélienne. Il y a toujours eu unité nationale dans la guerre comme dans la

"paix" (les accords de paix avec l'Egypte avaient été menés par la droite dans les années 1970).

Mais il n'y a pas que l'Etat d'Israël qui soit susceptible d'avoir des velléités de jouer son propre jeu et d'essayer de s'affranchir de la tutelle des Etats-Unis. La Syrie a pu mettre la main sur le Liban moyennant un marchandage de son attitude "neutre" dans la guerre du Golfe en 1991. Pour autant il est exclu, de son point de vue, d'accepter l'annexion du plateau du Golan conquis par Israël en 1967. Là aussi il y a matière à friction. Et au sein même de la bourgeoisie palestinienne, l'organisation du Fatah d'Arafat et les organisations plus radicales sont loin d'être d'accord entre elles. Toute la région, à l'image de la situation mondiale, est en proie à la montée du chacun pour soi. L'influence largement prépondérante de la diplomatie américaine est en fait très superficielle, recouvrant un grand nombre de barils de poudre toujours prêts à explo-

ser dans le contexte de surarmement de tous les protagonistes de la région.

Quant aux autres grandes puissances impérialistes, si elles ne peuvent pas ouvertement saboter les initiatives des Etats-Unis sous peine de se voir mises hors jeu, comme c'est le cas actuellement de la diplomatie française, si toutes sont officiellement rentrées dans le rang pour soutenir le "processus de paix", ceci n'exclut pas qu'en sous-main elles entreprennent des actions visant à faire capoter le plan Clinton, ou tout autre plan de la diplomatie américaine d'ailleurs. Arafat lui-même en appelle parfois à l'implication de l'Union européenne dans les négociations car il aimerait bien ne pas dépendre seulement des Etats-Unis pour sa survie politique. Ceci dit, ce n'est pas avec l'UE qu'il va discuter, mais avec l'Administration américaine.

Quant à la possibilité de la création de l'Etat palestinien, le projet lui-même est une incommensurable absurdité. Il y a les Territoires sous contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne : c'est sur la carte quelques grosses taches en Cisjordanie avec la bande de Gaza, mais pas tout entière. Il y a les Territoires sous contrôle mixte, où Israël est responsable de la sécurité : d'autres taches en Cisjordanie seulement. Et le tout se situe dans l'environnement des Territoires de Cisjordanie sous le contrôle exclusif d'Israël, avec des routes spécialisées pour protéger les colonisations israéliennes. Comment peut-on faire croire qu'une telle aberration contienne une once de progrès, un iota de satisfaction des besoins des populations, quelque chose à voir avec un prétendu "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ?

Non seulement "la patrie palestinienne ne sera jamais qu'un Etat bourgeois au service de la classe exploiteuse et opprimant ces mêmes masses, avec des flics et des prisons" (1), mais de plus cet Etat ne pourra être qu'une aberration, un Etat-croupion, un symbole non pas de la formation d'une nation mais de la décomposition dont est porteuse la survie du capitalisme dans la période historique actuelle. Et le partage des souverainetés dans un entrelacement indescriptible de zones, de villes et de villages, de routes, attribués aux uns et aux autres, ce n'est pas un "processus de paix", c'est un champ de mines pour aujourd'hui et pour demain, où tout peut être porteur de conflit à tout instant. C'est une situation où l'irrationalité du monde actuel est poussée à l'extrême.

D'après la Revue Internationale n°104

(1) "Ni Israël, ni Palestine, les prolétaires n'ont pas de patrie". Prise de position publiée dans toute la presse territoriale du CCI, en français dans *Revue Internationale* n° 307 et *Internationalisme* n° 269.

Lisez
notre brochure



ALGERIE

Toutes les cliques bourgeoises sont responsables des massacres

Depuis janvier 1992, date de l'annulation par l'armée des élections législatives en passe d'être gagnées par les islamistes du FIS et le coup d'Etat de Liamine Zéroual avec la bénédiction de la France, l'Algérie n'a pas connu de répit dans les massacres. En neuf ans, ce sont plus de 100 000 morts qui sont décomptés, civils pour leur très grande majorité. Aujourd'hui encore, c'est au rythme effroyable de près de 1000 morts par mois que les massacres se perpétuent.

L'horreur n'a pas de limite : le 16 décembre dernier, 16 élèves étaient massacrés dans l'enceinte de leur lycée ; le lendemain, un car de voyageurs était attaqué : 19 morts. Le 15 janvier dernier, plusieurs enfants de 10 à 20 ans ont été mitraillés dans la salle de jeu de leur village. Pendant ce temps, des dizaines de familles périssaient sous les balles et les coups à l'arme blanche un peu partout dans le pays.

La loi de "concorde civile", mise en œuvre par l'actuel président Bouteflika en juillet 1999 avait pour projet de mettre fin aux massacres par la voie pacifique. Après un court répit qui aura surtout permis à chacun de se réorganiser et de se réarmer, la situation actuelle signe l'échec évident de cette politique à freiner l'enfoncement du pays dans le chaos sanglant, comme de toutes celles qui se sont succédées depuis 1992.

Plus encore, la recrudescence des massacres ces dernières semaines est le produit direct de la volonté de l'armée, véritable force dirigeante du pays, de se débarrasser du président. Le très puissant chef de l'état-major, Mohamed

Lamari, partisan de la solution "éradicatrice" envers les islamistes, avait tant bien que mal accepté que Bouteflika succède à Zéroual en 1999. Le soutien de la France au projet de règlement "pacifique" de la guerre civile proposé par Bouteflika avait fini par l'emporter.

Mais les luttes de fractions et de clans au sein de la bourgeoisie algérienne, bénéficiant les uns et les autres, y compris dans l'armée, d'appuis impérialistes opposés, ne peuvent mener qu'à une plongée toujours plus grande dans l'horreur.

Aujourd'hui, l'armée entend bien changer de méthode. En envoyant ses marionnettes des GIA (Groupes Islamistes Armés, infiltrés et pilotés par l'armée) semer de plus belle la mort parallèlement aux massacres de l'AIS (Armée Islamiste du Salut, bras armé du FIS), l'armée algérienne cherche, au delà de l'affrontement direct avec l'ennemi islamiste, à pousser Bouteflika vers la sortie.

Il est clair que ce ne sont pas les seuls islamistes qui répandent la terreur en Algérie. L'armée algérienne est, elle aussi, pleinement responsable des massacres qui ravagent la population. Et cela, les médias sont de plus en plus contraints de le reconnaître ouvertement.

Encore une fois, les grands discours rassurants sur une paix et une "concorde" possibles que la bourgeoisie internationale, France en tête, nous ressert à chaque renversement de gouvernement, ne sont que mensonges et hypocrisie.

H (27 janvier)

URANIUM APPAUVRI

L'hypocrisie européenne

Après avoir fait le black-out sur le lien entre les munitions à l'uranium appauvri (UA) et les cancers frappant les soldats ayant servi dans le Golfe (voir RI n°308), les puissances européennes, poursuivies par le syndrome des Balkans et pouvant de moins en moins nier l'évidence, ont pris l'option, début janvier, d'instrumentaliser cette "nouvelle" affaire, dans une campagne antiaméricaine.

C'est l'Italie qui, la première, a ouvert le feu, suivie par d'autres pays, comme la Belgique ou la France, dans un bombardement de questions. Les ingénus s'inquiètent ! Quelles armes ont été utilisées en Bosnie ? Y a-t-il un lien entre l'uranium appauvri et le développement des leucémies ? Les populations civiles sont-elles en danger ? Et Giuliano Amato, président du Conseil italien, en porte-voix de l'Europe de pousser ce cri strident d'hypocrisie : " *Que l'OTAN dise la vérité !* "

C'est avec cette manoeuvre grossière que les Etats européens se mettent (comble du cynisme) dans le camp des victimes des guerres du Golfe et des Balkans en rejetant toute la barbarie du côté américain. La France, d'ailleurs, apprend-on dans *Le Monde* du 5 janvier 2001, dispose, d'un "manuel du droit des conflits", dont on peut résumer l'état d'esprit par : lorsque la France massacre, c'est dans le strict respect de la "dignité humaine".

Les Etats-Unis seraient donc les seuls responsables des bombardements et de leurs conséquences immédiates et différées sur les soldats et les civils. Notamment parce que, nous explique Paul Quilès, président de la commission de la défense à l'Assemblée Nationale, " *les Américains, dans le cadre de l'Alliance atlantique, restent enclins à prendre des décisions de façon unilatérale, sans en informer leurs partenaires, même après coup.* "

Les Etats européens se comportent donc comme des prostituées notoires qui veulent faire croire à tout le monde qu'elles sont restées pucelles. Evidemment la supercherie n'a pas tenu longtemps. A force de réclamer des explications, on s'est vite aperçu qu'ils n'avaient rien à apprendre des Etats-Unis. C'est d'abord le ministre allemand de la dé-

fense, Rudolf Scharping qui a révélé le 7 janvier que l'OTAN avait averti ses membres des risques liés à l'utilisation des munitions à l'uranium appauvri pour la santé de leurs armées et des civils dans une note datant du 16 juillet 1999. Autrement dit, les contorsions des puissances européennes pour obtenir la vérité n'étaient que pure comédie. Cela dit, l'Europe peut toujours feindre de n'avoir été prévenue qu'après coup. Rien de tout cela n'est vrai ! Elle disposait de toutes les informations et cela bien avant 1991. D'abord sur l'emploi d'uranium appauvri dans le Golfe, c'est un chef d'état-major des armées françaises, Maurice Schmitt, qui a déclaré en novembre : " *Nous n'avions pas besoin d'être informés, nous le savions (...), il n'y avait pas lieu de poser la question.* "

Et, ce n'est pas tout, la France avait depuis longtemps une connaissance approfondie de la toxicité de ce type d'armements. Comme le souligne un article de la *Revue scientifique et technique de la défense* : c'est en fonction " *du risque présenté par ce matériau pour les personnes et l'environnement* " qu'un site spécifique fut construit en 1986. Le premier test y a été effectué en 1987 et le 500e en 1993 !

Les Etats européens ne sont pas moins responsables que les Etats-Unis des boucheries déchaînées en Irak, en Bosnie, en Serbie et au Kosovo, ainsi que des répercussions radioactives qui touchent et toucheront les populations civiles. Les résultats sont déjà sous nos yeux. En Bosnie, le ministère de la Santé a pu noter une augmentation des cancers qui ont presque doublé entre 1998 et 1999. En Irak, c'est un accroissement de 350% du taux annuel des malformations génétiques (cerveau en dehors de la tête, yeux de côté, etc.) qui a été constaté. Tout ceci étant concentré dans les régions les plus bombardées, comme Bassorah.

La barbarie n'est pas le seul apanage des Etats-Unis, toutes les nations capitalistes sont impliquées dans une spirale meurtrière et s'y enfoncent chaque jour un peu plus. Du syndrome du Golfe au syndrome des Balkans, il n'y a qu'une maladie, la décadence du capitalisme et un seul remède, la lutte de classe.

K (25 janvier)

L'héritage du deleonisme

La bourgeoisie française s'est depuis longtemps faite la spécialiste de la propagande anti-américaine. A écouter les médias, la classe ouvrière aux Etats-Unis ne pense qu'aux "start-up", "nouvelle économie" et autres "stock options". La propagande bourgeoise franchouillarde dénonce aussi les ouvriers américains par procuration, en la personne des fonds de pension coupables des rachats de sociétés françaises avec les trains de licenciements qui s'en suivent. En somme, on présente ces prolétaires comme des privilégiés.

Nous avons déjà dénoncé ce mensonge dans un article sur l'aggravation terrible des conditions de vie des ouvriers aux Etats-Unis, paru dans RI n°305.

La classe ouvrière de ce pays a une longue histoire de luttes et de réflexion politique, qui, parce qu'elle est occultée par la classe

Il est impossible de comprendre l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire aux Etats-Unis sans faire référence à Daniel De Leon et au deleonisme, la tendance politique qui se réclame toujours de sa vision programmatique. Le CCI a polémique à plusieurs reprises contre les confusions deleonistes sur un certain nombre de positions marxistes fondamentales comme la nature de la démocratie bourgeoise, la nécessité d'une révolution violente pour renverser le capitalisme, la nécessité d'une dictature du prolétariat, la nécessité d'une période de transition entre le capitalisme et le socialisme, la nature des syndicats dans la période de décadence capitaliste, le lien entre la lutte pour des revendications immédiates et la lutte historique pour le renversement de l'ordre bourgeois. En raison de son rejet du stalinisme et de son caractère d'origine américaine, le deleonisme a su attirer l'attention de nouveaux éléments au sein du mouvement ouvrier en recherche de perspectives politiques prolétariennes. A cause de sa faiblesse théorique et de ses confusions par rapport au marxisme, le deleonisme a également éveillé l'intérêt d'individus et de groupes parasites et bourgeois, visant à détourner ces nouveaux éléments des positions prolétariennes vers le gauchisme ou, à tout le moins, à les maintenir dans la confusion.

Les origines du Socialist Labor Party

Bien qu'il se soit identifié au Socialist Labor Party (SLP) et à sa vision idéologique caractéristique, Daniel De Leon ne fut pas le fondateur de cette organisation. Le SLP fut créé en 1876 sous le nom de Workingmen's Party, bien avant que De Leon ne rejoigne les positions politiques socialistes. La principale force de ce premier SLP lui venait des marxistes qui avaient adhéré dès l'origine à la Première Internationale. Mais on y trouvait aussi l'influence des groupes lassalliens (1). En 1877, le parti prit le nom de Socialist Labor Party et revendiquait 3000 membres. Après un débat politique passionné sur la nécessité des luttes économiques comme la lutte pour les 8 heures de travail journalier, l'organisation adoptait les positions programmatiques marxistes fondamentales, rejetant la démarche évolutionniste de Lassalle vers le socialisme. Cependant, en dépit de leur défaite sur les principes politiques, les lassalliens obtinrent la majorité à la commission nationale du parti. Tandis que l'organisation grossissait jusqu'à 10 000 membres en 1879, sous le contrôle des lassalliens le parti adoptait de plus en plus un programme réformiste d'évolution graduelle vers le socialisme, se montrant partisan d'une législation sur les coopératives impliquant l'aide de l'Etat par exemple et soutenant les candidats du Greenback Party aux élections de 1880. En 1881, écoeurés par cette dérive droitière, des anarchistes de Chi-

cago, menés par Albert Parsons et August Spies, scissionnèrent du SLP et formèrent le Revolutionary Socialist Labor Party. Deux ans plus tard, une convention anarchiste et syndicale plus large amena à la création de l'International Working People's Association qui condamnait l'action politique et l'utilisation des élections. Seuls 1500 membres restèrent dans le SLP, pendant que la Chicago Anarchist International qui se prévalait de 7000 membres disparut en 1887 (après les persécutions de Haymarket). Le SLP regagna des membres mais il était toujours très hétérogène, regroupant des marxistes, des opportunistes de droite, des syndicalistes, sous une même grande bannière. En 1889, à la suite d'une scission à propos de la tactique à mener, une nouvelle direction, plus proche du marxisme, émergea sous la conduite de Lucien Sanial et Henry Vogt qui très vite parvinrent De Leon, un professeur de Droit à l'Université de Columbia, comme membre du parti en 1890.

Très rapidement, De Leon devint un leader-clé du parti, nommé directeur du *Weekly People* en 1891, un poste qu'il occupa jusqu'à sa mort en mai 1914. Il travailla sans relâche à la transformation du SLP, se faisant le défenseur d'une discipline et d'une centralisation organisationnelles renforcées, créant une véritable organisation au niveau national, organisant des tournées, des campagnes du parti dans les élections politiques nationales et un journal à l'échelle du pays. Il chercha à éliminer les carriéristes et les opportunistes de l'organisation et il entreprit de familiariser les ouvriers américains au marxisme en traduisant les écrits de Marx et Engels en anglais, renforçant le *Weekly People*, journal du SLP.

La contribution de De Leon au mouvement ouvrier

En dépit de ses confusions politiques et de ses faiblesses théoriques, De Leon apporta des contributions importantes au mouvement révolutionnaire. Même si son opposition au réformisme est entachée d'une compréhension de l'économie politique marxiste tout à fait insuffisante, cela ne réduit pas la valeur de ses efforts pour combattre les opportunistes et les réformistes au sein de la Deuxième Internationale, à l'étranger et aux Etats-Unis. Pendant la Guerre américano-espagnole (1898), il fut un opposant prolétarien intransigeant à la guerre impérialiste, mettant en avant que la paix était impossible dans le capitalisme, affirmant que "le capitalisme c'est la guerre" dans ses éditoriaux du *Weekly People*. "La paix et la civilisation, écrivait-il, ne peuvent exister tant que les nations sont dirigées par la classe de brigands qui actuellement tient les rênes du pouvoir... La classe ouvrière de toutes les nations n'a qu'un seul ennemi, la classe capitaliste de toutes les nations, sa propre nation étant en tête de liste." Il exprima sa solidarité

dominante, est mal connue, voire pas du tout en Europe. Mais elle fait partie intégrante du développement de la classe ouvrière mondiale. Le mouvement deleoniste, qui marqua fortement le mouvement ouvrier en Amérique (et aussi en Grande-Bretagne) dans le dernier quart du 19e siècle et le début du 20e, se posa les mêmes questions que celles débattues dans l'ensemble de la classe ouvrière internationale à l'époque : quelle attitude adopter face au réformisme et aux tendances droitières, comment s'organiser pour la lutte revendicative et révolutionnaire, etc. ?

C'est pourquoi nous publions ci-dessous un article tiré de *Internationalism*, organe du CCI aux Etats-Unis, sur le legs du deleonisme.

avec le prolétariat d'Espagne et appela à la fraternisation des soldats. Il écrivit ceci : "(...) à travers la fumée des canons et les torrents de sang humain provoqués par cette guerre, nous, le prolétariat conscient d'Amérique, nous tendons la main de la fraternité." (Un Mot au Prolétariat d'Espagne, 20 mars 1898, et les éditoriaux du *People*, réimprimés dans "Le Capitalisme, c'est la Guerre", 1947.) Il mit en lumière les motivations de l'impérialisme américain dans la guerre et dénonça les socialistes de droite qui soutenaient l'effort de guerre. D'un autre côté, il n'alla pas aussi loin qu'Eugene Debs, leader du Social Democratic Party et plus tard fondateur du Socialist Party en 1900, qui non seulement dénonça la guerre mais appela à "la guerre pour balayer le capitalisme".

De Leon se distingua également par son opposition de principe au racisme et au chauvinisme qui infectait l'American Socialist Party opposé. Celui-ci s'opposait officiellement à l'immigration des communautés dites "arrières" "telles les chinois, les nègres, etc." et un de ses leaders pouvait déclarer : "Je suis convaincu que ma race sera la race supérieure de ce pays et du monde." De Leon répondait contre : "l'argument que l'on doit exclure certaines races (...) n'est pas acceptable dans un mouvement international qui appelle tous les opprimés et exploités à s'unir pour leur émancipation (...), nous refusons de fermer notre porte internationale à nos frères." (*International Review*, juillet 1910)

En 1904, De Leon anticipa sur la façon dont la classe ouvrière devait organiser son pouvoir révolutionnaire et prédisait que ce pouvoir partirait des lieux de production. Il formula en ce sens son idée de la constitution de syndicats so-

cialistes d'industrie (Socialist Industrial Unions). Cependant, l'histoire de la classe ouvrière a démontré que le schéma théorique de De Leon n'a correspondu en rien aux luttes révolutionnaires du prolétariat. La vague révolutionnaire qui a ébranlé le monde capitaliste entre 1917 et 1923 a apporté la preuve irréfutable que la nouvelle forme historique de la dictature du prolétariat était celle des conseils ouvriers et non des structures syndicales "révolutionnaires". Les quelques idées positives de De Leon dans ce domaine ont donc été clairement dépassées par l'expérience de la lutte de classe. L'incapacité des partisans de De Leon (celui-ci mourut avant la Révolution d'octobre 1917) à tirer les leçons des luttes de la classe ouvrière en s'accrochant à un schéma révolutionnaire démenti par l'histoire, est révélateur des faiblesses et des limites de ce courant politique qui évolua vers un dogmatisme sectaire.

Cependant, quelles que soient les critiques que nous portons à la vision politique de De Leon, et il y en a beaucoup, il n'en reste pas moins qu'il a été une figure de premier plan dans le développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Grâce à ses traductions et publications des travaux de Marx et Engels, il a joué un rôle moteur pour introduire le marxisme auprès des révolutionnaires américains. Ses propres écrits ont influencé des milliers de militants actifs dans le SLP et la gauche du Socialist Party et plus généralement au sein du premier Communist Party. Cette considérable influence fut gravement altérée par ses profondes confusions et une

compréhension incomplète et inadéquate du marxisme. Bien qu'il se revendiquât du marxisme, il adopta les conceptions de Lassalle, ce qui l'empêcha de voir les relations entre la lutte immédiate et le but historique de la lutte ouvrière, c'est-à-dire comprendre en fait la nature véritable de la lutte de classe. Au niveau politique, il adopta des conceptions anarchistes et syndicalistes, considérant l'organisation économique supérieure à l'organisation politique, rejetant la dictature du prolétariat, ne voyant pas la nécessité d'un Etat pendant la période de transition entre le capitalisme et le communisme et incapable de comprendre le rôle du Parti. Historiquement, le deleonisme a toujours trouvé des alliés parmi les anarcho-syndicalistes et non parmi les marxistes. Les syndicats socialistes d'industrie deleonistes furent essentiellement corporatistes par nature, enfermant les ouvriers dans des catégories industrielles. Par bien des côtés, et bien qu'il vécut au moment de la Deuxième Internationale, la politique de De Leon reflétait plus la période de la Première Internationale, où les positions lassalliennes et anarchistes existaient encore au sein du mouvement ouvrier.

A la mort de De Leon en 1914, 30 000 ouvriers se massèrent dans les rues de New-York pour assister à ses funérailles et lui rendre un dernier hommage.

D'après *Internationalism* n°112, avril-mai 2000.

(1) Ferdinand Lassalle (1825-1864). Après avoir participé au mouvement démocratique en Rhénanie en 1848-1849, il adhéra au mouvement ouvrier et fut l'un des fondateurs de l'Association générale des travailleurs allemands en 1863. Son programme, entièrement réformiste et énergiquement combattu par Marx et Engels, se proposait d'éliminer les antagonismes de classe à travers la conquête de mesures sociales par des voies exclusivement électorales et légales. Cette politique opportuniste l'amènera rapidement à collaborer directement avec Bismarck et l'aristocratie prussienne.

Salut à notre noyau en Australie !

TORTURE EN ALGERIE

(SUITE DE LA PAGE 2)

protestations morales contre la "guerre sale" et contre les déclarations d'un Bigeard qui a taxé l'utilisation de la torture de "mal nécessaire", ne sont finalement qu'autant de justifications pour les guerres d'aujourd'hui et pour celles qui se préparent. C'est bien connu : "propre" fut la guerre du Golfe, "démocratiques" et "humanitaires", les guerres des Balkans ! Les crimes d'hier blanchissent ceux d'aujourd'hui... jusqu'à la prochaine "repentance" !

PE

- (1) Voir RI n°285, décembre 1998.
- (2) "Corvée de bois" : pratique qui consistait à envoyer un prisonnier "chercher du bois", afin de l'assassiner pour "délit de fuite".
- (3) Organisation de l'Armée Secrète, dirigée par des éléments de l'armée française opposés à la politique gaulliste d'indépendance de l'Algérie. Elle a organisé de nombreux attentats au plastique en France et en Algérie entre 1961 et 1963.

La classe ouvrière d'Australie a une longue tradition de luttes combatives. Cependant, l'isolement géographique par rapport aux principaux centres du capitalisme, de même qu'un certain nombre de spécificités historiques, ont imposé des obstacles majeurs au développement d'un mouvement politique prolétarien dans ce pays. Pour trouver un courant communiste authentique en Australie, il faut remonter à l'éphémère "Southern Advocate for Workers Councils" à la fin de la seconde guerre mondiale. En ce sens, la constitution d'un noyau de la Gauche communiste dans ce pays est à considérer comme un pas significatif du développement de la présence des positions communistes sur tous les continents, une illustration d'un phénomène général qui s'exprime également, dans un contexte extrêmement différent, par l'apparition d'éléments et groupes en Russie s'orientant vers des positions de classe et dont nous avons rendu compte dans notre presse (voir RI n° 295 de novembre 1999 et RI n° 297 de janvier 2000). En effet, après plu-

sieurs années de discussions approfondies avec le CCI, mais aussi de correspondance avec l'ensemble des organisations du milieu prolétarien (Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, Programma Comunista, Il Comunista-Le Proletaire, Il Partito Comunista, etc.), notre sympathisant en Australie vient d'adhérer formellement à notre organisation. Cela permettra évidemment de renforcer le travail que ce camarade avait déjà entrepris d'intervention en défense des positions de la Gauche communiste. Pour le moment, l'intervention régulière par voie de presse en Australie sera assurée principalement grâce à la publication de *World Revolution* (organe de la section en Grande-Bretagne) dans lequel seront publiés fréquemment des articles portant sur la situation dans ce pays.

Les lecteurs pourront contacter le noyau en Australie en écrivant à l'adresse qui sera indiquée le mois prochain dans la liste des adresses des publications du CCI.

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Le syndicalisme est-il une arme pour la classe ouvrière ?

LYON : le samedi 24 mars à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 10 mars de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 24 février à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 10 mars à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 9 mars à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 24 mars à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E) - PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de la défense de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{te}-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie-57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du Gst-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e). La

Brèche - 27, rue Taine (12^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.
No de Commission paritaire : 54267

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 24 février de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.

Vente de la presse le samedi 24 février de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 17 février à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 11 février de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 24 février de 15h à 18h et le samedi 24 mars de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4^e dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE

Permanence le samedi 10 février, à partir de 15h, Cafétéria Casino, boulevard Jean Moulin, Métro Timone-Baille.

Vente de la presse le samedi 10 février de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence les samedis 24 février et 10 mars à 18h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 10 et 24 février de 18h à 20h, au 27 avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 11 février de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 9 février à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse tous les dimanches, au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h30.

TOURS

Permanence le samedi 10 février à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300, Lio (Paris) : 1000, JPJ (Paris) : 100.

Marseille : Réunion publique du 6 janvier : Luis : 30, Mir : 42, Jésus : 160.

Nantes : Réunion publique du 16 décembre : Romain : 200, Julie : 200.

Paris : Permanence du 16 décembre : Lio : 1000.

Réunion publique du 20 janvier : JPC : 100, MM : 100, Ol : 30, TJV : 50, CI : 200, Lio : 50, BD : 400.

Toulouse : Réunion publique du 3 novembre : Lu : 50, Ch : 150, Da : 50, Chr : 410, Ca : 7. Permanence du 8 décembre : Mo : 410, André : 200, Carmo : 40, Chris : 86. Réunion publique du 12 janvier : And : 50, AM : 100.

Tours : Permanence du 9 décembre : G : 200, CB : 50, Aboulafia : 500

Total : 6265.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

1er trimestre 2001

Revue Internationale

CRISE ECONOMIQUE, MOYEN-ORIENT
Les aberrations du capitalisme "démocratique"

A L'AUBE DU 21E SIECLE
Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme (II)

CONFERENCE DE LA HAYE
Seule la révolution prolétarienne sauvera l'espèce humaine

DOCUMENT (J. REBULL, POUM)
Sur les journées de mai 1937 à Barcelone

1921
Comprendre Kronstadt

CORRESPONDANCE DE RUSSIE
Le rôle irremplaçable des fractions de gauche dans la tradition marxiste

104

3 Euros - 20 FF - 120 FB - 6 FS

Seule la révolution prolétarienne sauvera l'espèce humaine

Pas une organisation internationale de la bourgeoisie, OMC, Banque Mondiale, OCDE, ou FMI, qui n'affiche ses préoccupations de tout mettre en œuvre pour le "développement durable" soucieux de l'avenir des prochaines générations. Pas un Etat qui ne proclame son souci de respecter l'environnement. Pas une organisation non gouvernementale (ONG) à vocation écologiste qui n'ait ménagé ses efforts en manifestations, pétitions, mémorandums divers. Pas un journal de la bourgeoisie qui ne se fende d'un article pseudo-scientifique sur le réchauffement global de la planète. Tout ce beau monde, pétri de bonnes intentions - n'en doutons pas ! - s'était donné rendez-vous à La Haye du 13 au 25 novembre 2000 pour définir les modalités d'application du protocole de Kyoto (1). Pas moins de 2000 délégués, représentant 180 pays, entourés par 4000 observateurs et journalistes étaient donc censés nous concocter la recette miracle pour en finir avec les dérèglements climatiques observés.

Il y a dix ans, dans l'article "Ecologie : c'est la capitalisme qui pollue la Terre" de la Revue Internationale n°63, le CCI affirmait : "le désastre écologique est maintenant une menace tangible pour l'écosystème de la planète lui-même". Force est de constater que le capitalisme met cette menace à exécution. Tout au long des années 1990, le saccage de la planète s'est poursuivi à un rythme effréné : déforestation, érosion des sols, pollution toxique de l'air, des nappes phréatiques ou des océans, pillage des ressources naturelles fossiles, disséminations de substances chimiques ou nucléaires, destruction d'espèces animales et végétales, explosion des maladies infectieuses, enfin augmentation continue de la température moyenne à la surface du globe (sept des années les plus chaudes du millénaire se sont produites dans les années 1990). Les désastres écologiques sont toujours plus combinés, plus globaux, prenant souvent un caractère irréversible, avec des conséquences à long terme difficilement prévisibles.

Si la bourgeoisie s'est avérée incapable de faire quoi que ce soit pour seulement freiner cette folie destructrice, elle n'est pas pour autant restée les deux pieds dans la même sabot pour ce qui est de cacher sa propre responsabilité derrière une multitude de paravents idéologiques. Il s'agit pour la bourgeoisie de présenter les calamités écologiques - quand elle ne peut pas les ignorer purement et simplement ! - en dehors de la

sphère des rapports sociaux capitalistes, en dehors de la lutte de classe. De là toutes les fausses alternatives, des mesures gouvernementales aux discours anti-mondialisation des ONG, qui visent à obscurcir la seule perspective possible pour sortir l'humanité de ce cauchemar : le renversement révolutionnaire du mode de production capitaliste par la classe ouvrière.

En effet, pour les révolutionnaires, il est clair que c'est la logique productiviste propre au capitalisme qui est en cause, comme l'a analysé Marx dans le Capital : "Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise. Et elle ne s'est pas fait un instant illusion sur les douleurs d'enfantement de la richesse : mais à quoi bon des jérémiades qui ne changent rien aux fatalités historiques ?" (Livre I - Chap. XXIV) Voilà la logique et le cynisme sans borne du capitalisme : c'est l'accumulation du capital et non la satisfaction des besoins humains qui est le but véritable de la production capitaliste. Peu importe alors le sort réservé à la planète, à l'humanité et en particulier à la classe ouvrière. Avec la saturation globale des marchés, effective depuis 1914, le capitalisme est entré en décadence. C'est à dire que cette accumulation du capital est devenue toujours plus conflictuelle, toujours plus convulsive. Dès lors "la destruction impitoyable de l'environnement par le capital prend une autre dimension et une autre qualité [...] c'est l'époque dans laquelle toutes les nations capitalistes sont obligées de se concurrencer dans un marché mondial saturé ; une époque, par conséquent, d'économie de guerre permanente, avec une croissance disproportionnée de l'industrie lourde ; une époque caractérisée par l'irrationnel, le dédoublement inutile de complexes industriels dans chaque unité nationale, [...] le surgissement de mégapoles, [...] le développement de types d'agriculture qui n'ont pas été moins dommageables que la plupart des types d'industrie." (Revue Internationale n°63). Cette tendance a encore franchi un palier de plus avec la phase terminale de la décadence capitaliste, sa phase de décomposition qui, depuis 20 ans, caractérise le pourrissement sur pied du système capitaliste dans la mesure où ni le prolétariat, ni la bourgeoisie ne sont arrivés jusqu'à maintenant à imposer leur solution : respectivement révolution prolétarienne ou guerre généralisée.

Le capitalisme a mis le chaos et la destruction à l'ordre du jour de l'histoire. Les conséquences pour l'environnement sont catastrophiques.

Le capitalisme détraque l'écosystème...

Par son caractère mondial et l'étendue de ses implications, la question du changement climatique est de première importance. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie en a fait un des axes majeurs de ses campagnes médiatiques. Les pédants peuvent bien prétendre que "en matière de météorologie et de climatologie, l'homme a décidément la mémoire courte" (Le Monde 10/09/2000) ou invoquer des peurs millénaristes, une telle attitude, dont ne se départit jamais totalement la bourgeoisie, défend implicitement le statu quo, sa position dominante, le sentiment d'être "à l'abri". Le prolétariat lui ne peut se permettre ce luxe. Physiquement, ce sont toujours les ouvriers et les fractions les plus pauvres de la population mondiale qui sont atteints de plein fouet par les conséquences apocalyptiques des perturbations globales dans le cycle de vie terrestre introduites par l'apprenti sorcier capitaliste.

L'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change), en charge de la synthèse des travaux scientifiques sur les changements climatiques, dans son "rapport pour les décideurs" du 22 octobre 2000 rappelle les données fondamentales observées, qui toutes traduisent une rupture qualitative dans l'évolution du climat : "la température moyenne de surface a augmenté de 0,6°C depuis 1860 [...]. De nouvelles analyses indiquent que le XXe siècle a probablement connu le réchauffement le plus important de tous les siècles depuis mille ans dans l'hémisphère Nord [...] La surface de la couverture neigeuse a diminué d'environ 10% depuis la fin des années 1960 et la période de glaciation des lacs et des rivières a diminué d'environ deux semaines dans l'hémisphère Nord pendant le XXe siècle. [...] diminution de l'épaisseur de la glace de 40% en Arctique [...] le niveau moyen des mers s'est élevé de 10 cm à 20 cm pendant le XXe siècle [...] le rythme d'élévation des mers pendant le XXe siècle a été environ dix fois plus important que pendant les derniers trois mille ans. [...] Les précipitations ont augmenté de 0,5 à 1 % par décennie pendant le XXe siècle sur la plupart des continents de moyenne et haute latitude

des de l'hémisphère Nord. La pluie a diminué sur la plupart des terres inter-tropicales."

Cette fracture est encore plus nette si l'on considère les concentrations des gaz dits à effet de serre (2), puisque "depuis le début de l'ère industrielle, la composition chimique de la planète a subi une évolution sans précédent" (3), ce que ne peut nier le rapport de l'IPCC : "Depuis 1750, la concentration atmosphérique de gaz carbonique (CO2) s'est accrue d'un tiers. La concentration actuelle n'a jamais été dépassée depuis quatre cent vingt mille ans et probablement pas durant les vingt millions d'années passées. [...] Le taux de concentration de méthane (CH4) dans l'atmosphère a été multiplié par 2,5 depuis 1750 et continue de s'accroître." En fait c'est essentiellement au XXe siècle, particulièrement dans les dernières décennies, et non depuis 1750 que ces changements ont été observés.

Le simple fait de mettre en parallèle la durée de la décadence du capitalisme avec des périodes de l'ordre de centaines de milliers d'années, voire de millions d'années, est en soi l'acte d'accusation le plus formidable qui puisse être dressé de l'incurie et de l'irresponsabilité démentielle du capitalisme comme mode de production, car c'est un fait incontestable que ces mutations sont le résultat direct de l'activité sauvage et anarchique de l'industrie et de transports à combustions fossiles. Il va sans dire que si, dans la même période, le capitalisme a considérablement développées ses capacités productrices, la classe ouvrière et la plus grande partie de la population de la planète n'en ont pas récolté les fruits. De ce point de vue, le bilan social et humain de la décadence capitaliste, fait de guerres et de misère, est terriblement plus sombre encore que le bilan "climatique" et ne saurait donc aucunement tenir lieu de circonstance atténuante. (4)

Par ailleurs, le fait que le rapport de l'IPCC signale que "les preuves d'une influence humaine sur le climat global sont plus fortes maintenant qu'au moment du deuxième rapport" de 1995, n'est là que pour dédouaner la bourgeoisie qui n'a eu de cesse de manipuler le discours scientifique tout au long des années 1990 en posant de mauvaises questions. Ainsi, une fois le réchauffement admis (très en retard par rapport aux études scientifiques), la question de la bourgeoisie fut : quelle est la preuve formelle que ce réchauffement est lié à l'activité industrielle et non pas à un

cycle naturel ? Sous cette forme directe, il était effectivement difficile de répondre scientifiquement. Par contre ce qui a toujours été particulièrement flagrant, c'est cette rupture qualitative dans l'évolution observée du climat, décrite plus haut, alors même que les tendances cycliques du climat (parfaitement connues et modélisées car pilotées par des paramètres astronomiques tels que la variation de l'orbite terrestre, de l'inclinaison de l'axe de rotation de la terre, etc.) nous situent dans une période de glaciation relative depuis 1000 ans et pour 5000 ans encore. Et comme si ce n'était pas assez, deux autres paramètres vont également dans le sens du refroidissement : le cycle d'activité solaire et l'augmentation des particules dans l'atmosphère, augmentation due également à la pollution industrielle (mais aussi aux éruptions volcaniques). C'est assez dire l'hypocrisie de la bourgeoisie qui attend des "preuves" ! Maintenant qu'il est difficile de contester l'origine capitaliste du réchauffement, la nouvelle question qui occupe les médias bourgeois est : peut-on démontrer formellement le lien entre ce réchauffement et les phénomènes extrêmes récemment observés (cyclones Mitch et Eline, tempêtes en France, inondations au Venezuela, en Grande Bretagne, etc.) ? Encore une fois la communauté scientifique est bien en mal de répondre à ce questionnement très peu... scientifique, dont le seul objectif est de distiller l'idée que finalement ce réchauffement n'aura pas forcément des conséquences sensibles.

Et d'ici 2100, les changements climatiques à venir sont sidérants, toujours selon l'IPCC : "l'accroissement moyen de la température de surface est estimé devoir être de 1,5 à 6°C [...] cette augmentation serait sans précédent dans les dix mille dernières années" tandis que l'élévation des mers serait de 0,47 mètre en moyenne, "ce qui est deux à quatre fois le taux observé pendant le XXe siècle". Encore, ces prévisions n'intègrent-elles pas le rythme réel de déforestation (au rythme actuel, toutes les forêts auront disparu dans 600 ans). Aussi terribles et meurtrières que pourraient être les conséquences probables de ces variations climatiques en terme d'inondations, de cyclones dans certaines zones et de sécheresses ailleurs, en terme de pénurie d'eau potable, de disparitions d'espèces animales, etc., pour Dominique Frommel, directeur de re-

(SUITE PAGE 4)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.